

<https://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article2680>



Julien Rivoire : à propos du 17 novembre....

- FSU - CDFN - CDFN 2018-2019 - CDFN Novembre 2018 -



Date de mise en ligne : samedi 17 novembre 2018

Date de parution : 30 décembre 2018

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

Les appels à la mobilisation, aux blocages le 17 novembre semblent condenser les contradictions à l'oeuvre de la période et il est bien difficile pour l'heure d'analyser la dynamique. Est-ce une Jacquerie fiscale à tendance poujadiste, un mouvement pour plus de justice sociale et pour le pouvoir d'achat ? Difficile d'y voir clair parce que cette dynamique est protéiforme et ne rentre pas dans nos cadres d'analyse...

Pour l'heure, la seule certitude est que la colère qui monte nous dit beaucoup de la période sociale et politique que nous traversons.

Elle nous dit, tout d'abord, combien la crise politique du macronisme est maintenant profonde, combien la colère face au mépris de classe qu'incarne ce président s'amplifie.

Mais elle nous dit aussi combien cette colère, contre une politique jugée injuste, est grande. Si les hausses des taxes agissent comme étincelle, c'est parce que l'injustice en général, et l'injustice fiscale en particulier, devient insupportable, c'est parce que trop de gens ne s'en sortent plus alors qu'une minorité se gave, contre-réformes fiscales à l'appui (ISF, CICE, etc.). D'autant que les impôts indirects qui sont en cause sont particulièrement injustes socialement. Prenons le poids des dépenses énergétiques par exemple : pour les 20% des ménages les plus pauvres c'est près de 15% du revenu. C'est seulement 6% pour les 20% les plus riches. Ces taxes, proportionnelles, seront indolores pour les plus riches qui consomment et donc polluent le plus...

Alors bien entendu il faut s'attaquer à notre addiction mortelle au pétrole. Le défi climatique l'impose, et de toute urgence.

Est-ce que la fiscalité écologique est un outil disponible ? Oui, mais la taxation de la consommation n'est pas le seul outil pour favoriser des évolutions de consommation, et il est clairement le plus injuste. Et il y a autre chose à faire avant. Il faudrait commencer par laisser le fossile sous terre (et ne pas avoir accordé le permis d'exploration en Guyane pour Total par exemple), il faudrait lutter immédiatement contre la ségrégation sociale dans les territoires (et donc ne pas fermer des petites lignes de chemin de fer, et d'autre part soutenir le fret de marchandise), il faut soutenir et non pas faire disparaître les services publics de proximité. Il faut encore agir sur le financement des investissements. Or les 106 milliards d'euros qui sont aujourd'hui sur nos livrets d'épargne de « développement durable et solidaire » servent à financer les 200 entreprises « fossiles » ayant le plus de responsabilités dans le dérèglement climatique. (cf. campagne d'Attac sur cette question [ici](#)).

La séquence nous dit donc combien ce gouvernement est le tartuffe de la transition écologique. Celui-ci justifie la hausse des taxes sur le gasoil par la lutte contre le dérèglement climatique, mais sur les 37 milliards de taxes sur les produits énergétiques collectés l'an prochain, seuls 7 milliards seront affectés à la transition écologique. Au-delà du mensonge, ce gouvernement joue avec l'urgence climatique, en divisant la population, en cherchant à culpabiliser les plus modestes, alimentant auprès d'une majorité de la population l'idée que la transition écologique s'accompagnerait mécaniquement de mesures punitives pour les classes moyennes et populaires.

Enfin, la séquence parle aussi de nous. Elle nous dit, malheureusement, combien nous, Organisations Syndicales sommes en difficulté. Que cette colère qui s'exprime, en grande partie au moins, sur la question du pouvoir d'achat, que cette colère n'ait pas pu trouver sa place dans des initiatives syndicales ne doit pas nous laisser indifférent. Le communiqué de la CGT le 30 octobre en est l'illustration. Communiqué juste sur le fond, défendant à juste titre l'impôt comme outil de redistribution, de ressources pour les services publics, l'investissement, la transition écologique. Mais ce communiqué ne débouche pas sur une proposition d'action, du fait de la complexité de la situation. Il s'agit d'en prendre acte et d'ouvrir la réflexion et les discussions pour surmonter nos difficultés. Car les obstacles rencontrés par la CGT sur cette affaire valent pour tous, la FSU compris.